



2023
RAPPORT ANNUEL
CONSEIL D'EXAMEN DES TAUX DES ENTREPRISES DE
SERVICE
DU NUNAVUT



CONSEIL D'EXAMEN DES TAUX DES ENTREPRISES DE SERVICE DU NUNAVUT

RAPPORT ANNUEL

Pour l'année se terminant le 31 décembre 2023

Rapport annuel 2023 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du
Nunavut

Mesdames et messieurs les députés de l'Assemblée législative du Nunavut,

J'ai le plaisir de déposer le rapport annuel du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut pour l'année se terminant le 31 décembre 2023.

Original signé par :

ministre

L'honorable P.J. Akeeagok, premier

entreprises de service

Ministre responsable du
Conseil d'examen des taux des



Le 7 décembre 2023

L'honorable P.J. Akeeagok, premier ministre
Ministre responsable du
Conseil d'examen des taux des entreprises de service
du Nunavut

Monsieur le premier ministre,

J'ai l'honneur de présenter le Rapport annuel du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut pour l'année se terminant le 31 décembre 2023.

En vous soumettant ce rapport avec tout mon respect,

A handwritten signature in black ink that reads "Graham Lock". The signature is written in a cursive style.

Graham Lock
Président par intérim, Conseil d'examen des taux des entreprises de service
du Nunavut

Rapport annuel 2023 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du
Nunavut

Le Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut

1. MANDAT

La *Loi sur le Conseil d'examen des taux des entreprises de service*, adoptée au printemps 2001 et modifiée à l'été 2010, accorde au Conseil d'examen des taux des entreprises de services du Nunavut (CETES) le pouvoir de fournir aux ministres des avis concernant l'établissement des taux et des tarifs des entreprises de services désignées et concernant toute autre question soumise par le ministre responsable du CETES (le Conseil d'examen).

Aux termes de la *loi sur le CETES (la Loi)*, on entend par « entreprise de service désignée » *une entreprise de service désignée par règlement ou un membre d'une catégorie d'entreprises de service désignée par règlement.*

De plus, est définie comme une entreprise de service l'une ou l'autre des personnes ou entités suivantes fournissant des biens ou des services au public :

- (a) *Une personne morale dont le gouvernement du Nunavut a la propriété ou le contrôle, et à laquelle la présente loi s'applique soit aux termes d'un texte de loi, soit aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 20 (1) a);*
- (b) *Un ministère ou une division administrative du gouvernement du Nunavut, auxquels la présente loi s'applique soit aux termes d'un texte de loi, soit aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 20 (1) a);*
- (c) *Une personne ou une organisation non mentionnée à l'alinéa a) ou b) et auxquelles la présente loi s'applique soit aux termes d'un texte de loi, soit aux termes d'un règlement pris en application de l'alinéa 20 (1) a).*

La Société d'énergie Qulliq et, conséquemment, la Société d'énergie du Nunavut, à titre d'entreprises de services publics désignées, sont assujetties au CETES selon les dispositions de la *Loi sur le Conseil d'examen des taux des entreprises de service*.

2. BUTS

Les buts du Conseil d'examen sont ainsi énoncés à l'article 7 de la *Loi sur le CETES* :

Les buts du Conseil d'examen sont les suivants :

- a) *Fournir au ministre responsable d'une entreprise de service désignée des avis concernant l'établissement des tarifs et des taux conformément aux articles 11 à 18;*
- b) *Fournir au ministre responsable d'une entreprise de service autre qu'une entreprise de service désignée des avis sur toute question relative aux tarifs, aux taux et aux structures tarifaires que le ministre responsable lui soumet;*

En vertu de l'article 3 (6) de la *Loi sur le CETES*, les membres du Conseil d'examen continuent d'exercer leurs fonctions jusqu'à ce qu'ils soient nommés de nouveau ou jusqu'à la nomination de leur succession.

Recrutement de membres en 2023

Le ministre responsable de l'URRC a envoyé une lettre à chaque député et les a rencontrés. Par conséquent, l'URRC a reçu plusieurs curriculum vitae, dont la majorité provenait d'Inuit dans le cadre de l'Accord du Nunavut. En 2024, le Conseil organisera la nomination de deux nouveaux membres pour remplacer les membres dont les mandats ont expiré et doter les postes vacants.

Membres temporaires

En plus des membres nommés aux termes de l'article 3 (1) de la Loi, le ministre responsable du CETES peut nommer, sur demande du Conseil d'examen, au plus deux membres temporaires du Conseil d'examen pour des questions particulières confiées au Conseil d'examen, et il peut préciser le mandat et les attributions de ces membres temporaires. Le Conseil n'avait pas besoin de membre temporaire pour cet exercice.

Direction générale

En vertu de l'article 3 (9), le Conseil d'examen peut nommer un directeur général et établir les modalités de la nomination. Les fonctions du directeur général sont définies à l'article 3 (10) : Le directeur général a) tient un registre des délibérations du Conseil d'examen et a la garde des registres et documents du Conseil d'examen; et b) s'acquitte de toute autre fonction que peut lui assigner le Conseil d'examen.

Services de consultance

En vertu de l'article 8 (1) (b) de la *Loi sur le CETES*, en 2018, le CETES a conclu une entente pour retenir les services de l'Alberta Utilities Commission en matière d'analyse et de rédaction pour des questions en lien avec le CETES. L'Alberta Utilities Commission a désigné M. Wade Vienneau pour seconder dans le traitement des demandes reçues.

4. BUDGET

En 2023, le budget de fonctionnement et d'entretien du Conseil était de 341 000 \$.

ARTICLES COURANTS OBJET DE CONTRÔLE	Budget principal des dépenses 2023- 2024
100 salaires des postes à durée indéterminée	218 000
1010 heures supplémentaires	
110 salaires des postes occasionnels	52 000
1110 heures supplémentaires	
120 avantages des employés :	
100 rémunération et avantages sociaux	270 000
130 subventions	
160 subventions en nature	
190 subventions de base	
220 contributions uniques	
250 contributions permanentes	
280 contributions en nature	
130 subventions et contributions	-
310 déplacements et transports	20 000
320 matériel et fournitures	2 000
330 services acquis	5 000
340 services publics	-
350 services contractuels	30 000
360 frais et paiements	10 000
370 autres dépenses	
380 actifs corporels	5 000

390 équipement informatique et logiciels	3 000
310 autres dépenses	75 000
TOTAL – Exploitation et maintenance	345 000

5. SOMMAIRE DES RECOMMANDATIONS DE 2023 :

Les recommandations suivantes ont été formulées concernant les tarifs visés par l'application des dispositions suivantes :

Selon l'article 13 (1) de la Loi : Le Conseil d'examen remet au ministre responsable un rapport dans lequel il formule l'une des recommandations suivantes :

- a) Que le taux ou tarif proposé soit approuvé;
- b) Que le taux ou tarif proposé ne soit pas approuvé;
- c) Qu'un autre taux ou tarif, qu'il précise dans son rapport, soit adopté.

Rapport 2023-01 Demande de révision du programme de facturation nette.

- Conformément aux éléments susmentionnés, voici les recommandations du CETES :

Révisions du programme de facturation nette

- Que la SÉQ réviser ses conditions de service en vue d'augmenter la limite de capacité de production d'énergie renouvelable par client de 10 à 15 kW.
- Que la SÉQ modifie ses conditions de service pour permettre la présence de deux comptes municipaux par collectivité au lieu d'un, dans le cadre du PFN.
- Que la SÉQ réviser ses conditions de service pour renoncer à la date de réinitialisation concernant la production excédentaire d'électricité pour l'exercice financier 2022-2023 uniquement ou la supprime.
- Que la SÉQ envisage de modifier la date de réinitialisation au 31 décembre/janvier, comme l'ont suggéré les clients.
- Que la SÉQ soit tenue d'utiliser une mesure de suivi et de déclaration des pertes de revenus nets en tant que pourcentage du rendement approuvé, plutôt que des besoins

Rapport annuel 2023 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du
Nunavut

en revenus approuvés.

Recommandations générales

- Que la SÉQ soit tenue de commencer à corriger les faibles ratios de CCR pour les frais fixes. Le CETES a recommandé dans la RMTG de 2022-2023 que la SÉQ fasse au moins un tiers du chemin vers la couverture complète des coûts par les revenus quant aux frais de demande et aux tarifs des clients. Le CETES recommande à nouveau d'ordonner à la SÉQ de déposer une demande (phase 2 de la RMTG, tarifs uniquement) en temps opportun pour amorcer ces changements nécessaires. Le CETES estime que la correction recommandée devrait être relativement facile à réaliser, car la SÉQ dispose déjà des informations dans la RMTG de 2022-2023 et dans les réponses de la SÉQ aux demandes d'informations dans le cadre de cette procédure.
- Que la SÉQ soit tenue de fournir davantage d'informations sur un niveau de service standard relatif à la connexion des projets du PFN dans sa prochaine RMTG ou dans sa prochaine demande liée au PFN.

Rapport n° 2023-02 Une demande de la Société d'énergie Qulliq pour l'approbation d'un supplément de stabilisation du cout du combustible pour la période du 1er avril 2023 au 30 septembre 2023.

- Conformément aux éléments susmentionnés, voici les recommandations du CETES :
- Le CETES recommande l'approbation d'un taux de stabilisation du prix du combustible de 7,33 cents/kWh pour la période s'échelonnant du 1^{er} avril 2023 au 30 septembre 2023.

LES RÉGULATEURS EN ÉNERGIE ET DE SERVICES PUBLICS DU CANADA (CAMPUT) ET L'ÉDUCATION

Rapport annuel 2023 du Conseil d'examen des taux des entreprises de service du Nunavut

L'Association canadienne des membres des tribunaux d'utilité publique (CAMPUT) est le régulateur canadien en matière d'énergie et de services publics. Il s'agit d'une organisation financièrement indépendante sans but lucratif composée de commissions et de régies fédérales, provinciales et territoriales. Ces commissions, conseils et régies sont responsables de la réglementation en matière de services d'électricité, d'eau, de gaz et d'entreprises pipelinières pour l'ensemble du Canada. Certains membres de CAMPUT sont aussi responsables d'autres types de réglementation, comme l'assurance automobile.

Le CETES a poursuivi son association avec CAMPUT. Les membres de CAMPUT sont les commissions et conseils des dix provinces et des trois territoires ainsi que l'Office national de l'énergie. CAMPUT a aussi intégré des organismes quasi judiciaires à titre de membres associés comme moyen de progresser vers son objectif d'améliorer de nombreux types de réglementation au Canada.

Les conférences régulières, les assemblées générales annuelles et les activités de formation de CAMPUT offrent aux membres du CETES des occasions inestimables de bien s'informer et d'actualiser leurs connaissances dans ce domaine si dynamique et exigeant de la réglementation de l'énergie.

Les membres du CETES font partie des comités de l'éducation et des affaires réglementaires de CAMPUT, auxquels ils participent activement. Dans le cadre de sa formation continue, le CETES envoie chaque année une personne pour le représenter aux divers évènements organisés par CAMPUT : Rencontres sur le thème de principaux enjeux

règlementaires, en janvier; conférence internationale dans une province ou un territoire, en mai; assemblée générale annuelle.

Les rencontres de CAMPUT rassemblent des conseils membres de toutes les régions du Canada afin d'aborder les événements et les enjeux qui touchent le domaine de la réglementation.

6. PERSPECTIVES POUR 2024

En 2024, le CETES continuera d'examiner et de formuler des recommandations concernant les demandes que pourrait lui faire parvenir le ministre responsable de la Société d'énergie Qulliq. Le CETES prépare actuellement le rapport 2024-01 Ajustement du taux de base pour le carburant, qui doit être présenté le 16 janvier 2024. Le 5 décembre 2023, le CETES a reçu une demande de la SÉQ qui sollicite l'autorisation de procéder au remplacement de génératrices (groupes électrogènes) à Kugaaruk, à Coral Harbour, à Chesterfield Inlet, à Whale Cove et à Pond Inlet. Le rapport du CETES sera remis d'ici le printemps 2024.

**AU NOM DU CONSEIL D'EXAMEN DES TAUX DES ENTREPRISES DE
SERVICE DU NUNAVUT**



DATÉ du 7 décembre 2023

Graham Lock, président intérimaire